RECOVERY ROOM (ARNAQUE SUR L'ARNAQUE) - LES SITES LEGISLATOR.COM - BLOCKCHAINFINANCE.CC - CLAIM-JUSTICE-LTD.COM

Categories: Epargne, Placements atypiques, Produits classiques : Danger !
Tag: Enquête

Nous sommes de plus en plus sollicités par les consommateurs qui, ayant perdu des fonds sur des placements fantômes, sont contactés par divers escrocs pour tenter d'extorquer une deuxième fois de l'argent permettant soi-disant de récupérer ces fonds !

Cela n'est JAMAIS POSSIBLE !

Les circuits de blanchiment sont très sophistiqués et ne permettent pas de revoir les fonds volés.

Attention ! Ils sont redoutables. Les propositions souvent, lorsque l'on vérifie, sont absurdes mais ils sont tellement convaincants qu'un nombre non négligeable de victimes y croient.

Le site claim-justice-ltd.com

Il a été créé le 07/07/2024.Nous publions le whois :

https://www.whois.com/whois/claim-justice-ltd.com

Le site blockchainfinance.cc

Il a été créé le 21/12/2023. Nous publions le whois :

https://www.whois.com/whois/blockchainfinance.cc

Le site legislator.com

Il a été créé le 07/11/1997. Nous publions le whois :

https://www.whois.com/whois/legislator.com

Nos recherches

Le site n'a pas l'agrément délivré par l'AMF. Ce simple fait doit vous faire fuir. Malgré cette opacité, nous avons pu collecter des informations restituées ci-dessous. Nous avons regroupé les informations par catégories.

Le téléphone

Le site utilise :

Le numéro 01 89 26 70 34 (legislator.com)

Il s'inscrit dans une série intéressante :

info-rev.fr	01 89 26 70 19
votre-transition-ecologique.com	01 89 26 70 32
ugipar-gestion.com	01 89 26 70 33
legislator.com	01 89 26 70 34
ing-nv.fr	01 89 26 70 35
client-rev.com	01 89 26 70 38

Le numéro 07 45 88 55 88 (eliteslim-spa.com)
Le numéro 09 70 01 97 46 (claim-justice-ltd.com)

Il s'inscrit dans une série intéressante :

claim-justice-ltd.com	09 70 01 97 46
rushbanq.com	09 70 01 97 57
qpark.online	09 70 01 97 62

Le numéro 09 70 50 12 08 (legislator.com et eliteslim-spa.com)
Le numéro 09 70 50 12 09 (legislator.com)

Ils s'inscrivent dans une série intéressante :

cb-financialservices.com	09 70 50 12 05
albc-europa.eu	09 70 50 12 08
legislator.com	09 70 50 12 08
legislator.com	09 70 50 12 09
ingdiba.fr	09 70 50 12 15

Le numéro 09 71 07 04 78 (legislator.com)

Il s'inscrit dans une série intéressante :

nielsen-capital	09 71 07 04 68
goldoneo	09 71 07 04 68
scpieurope.com	09 71 07 04 68
legislator.com	09 71 07 04 78
nielsen-capital	09 71 07 05 20

Le numéro 09 74 59 33 72 (legislator.com)

Il s'inscrit dans une série intéressante :

terium-gestion.com	09 74 59 31 12
acces-boursorama.com	09 74 59 33 38
brs-client.fr	09 74 59 33 38
legislator.com	09 74 59 33 72

Le numéro 09 80 09 05 99
Le numéro 32 2 886 05 26
Le numéro 44 74 98 43 22 65

Les faux noms

Le site utilise :

- M. Alexandre HAUSSMANN (legislator.com)
- M. Alexandre GROSSMANN
- M. Jérôme DELSAUX (legislator.com)
- Mme Justine LAGARDE
- Monsieur Pascal PEUVREL
- M. Eric BOYER
- M. Virgile VANDAMME

Il est à noter que le sieur VANDAMME utilise aussi le nom de domaine eliteslim-spa.com. Il est connu de l'ADC car découvert dans une recovery room concernant le site groupe-polygone.com qui a comme avatar horizon-futur.com.

https://adcfrance.fr/epargne/le-site-groupe-polygone-com/

- M. Julien CHAMBON (claim-justice-ltd.com)

Ce dernier se présente comme "traqueur de justice "

Les mails

Le site legislator.com utilise comme adresse mail hcf-target-transfrontieres@legislator.com

La BCE a comme nom de site **ecb.europa.eu**

Les produits

Le site legislator.com

Nous publions ci-dessous le charabia qui n'a aucun sens ni intérêt. La seule chose intéressante est l'absence de renseignements précis relatifs à l'arnaque. L'escroc demande des informations qu'il devrait connaitre. Il a donc du acheter aux premiers voleurs des datas. Nous avons déjà rencontré cette situation. Le réseau franco-israélien avait vendu le nom et prénom à des brouteurs africains ! C'est à cette occasion que nous avions découvert qu'INTERPOL MONDE avait son siège au Bénin !!!!

Le-mail-frauduleux-du-site-legislator-1.pdf

Il a été découvert la première fois en mars 2024.

Ce mail a été utilisé pour tenter d'arnaquer à nouveau les victimes des sites cités ci-dessous sachant que chaque site a fait l'objet d'une enquête en ligne.

- ambaro-gestion.com

- mansolutionsgroup.com
- dabnp.com

L'arnaque avec l'usurpation continue. Il est envoyé le même mail mais avec l'adresse mail bce.europe.eu>" <d.martel@gmx.com. Le nom de domaine bce.europe.eu n'est pas enregistré.

Le site blockchainfinance.cc

Il propose la récupération des fonds en passant par blockchain.com avec des frais à payer avant ! Il est même fourni une attestation bidon de cette plate forme.

Attention ! La terminaison cc d'un nom du site signifie qu'il serait dans les iles Coco ! Jamais blockchain n'utilisera une extension en cc.

Le site claim-justice-ltd.com

il propose de retrouver les fonds mais il faut lui verser une avance de 0.1 BTC. Cette somme viendra bien évidemment en diminution des sommes récupérées !

Il est aussi utilisé le nom de domaine sr-c.cc. Il est aussi utilisé par le site cryptogroup.cc

https://adcfrance.fr/epargne/le-site-cryptogroup-cc/

Il est également utilisé le site mt5spotrading.net pour de nouvelles arnaques. Ce site utilise le numéro 44 77 06 79 42 98 également employé par le site algexia.net connu de l'ADC France.

Il est utilisé par trois autres sites frauduleux du réseau "cintra"

elansyvor.fr
mt5spotrading.net
algexia.net
redstarchain.net
https://adcfrance.fr/epargne/les-sites-cint-ltd-algexia-net-immediatemomentum-com/

https://adcfrance.fr/epargne/les-sites-elansyvor-fr-mt5uk-stock-net/

Les alertes

Nous publions plusieurs alertes :

https://www.signal-arnaques.com/scam/view/833524

https://www.signal-arnaques.com/scam/view/856121

Les règlements

Le site utilise :

Un compte français ayant l'IBAN FR76 1451 8292 6700 1066 3844 044
Un compte français ayant l'IBAN FR76 2673 3000 1012 6523 9942 288 (legislator.com)

Jamais la BCE n'utilisera un compte ouvert dans la banque SOGEXIA au nom de LM FER selon le RIB

Un compte français ayant l'IBAN FR76 2763 3121 2905 0404 2381 893
Un compte français ayant l'IBAN FR76 2823 3000 0148 9255 4866 929
Un compte italien ayant l'IBAN IT77 V076 0102 8000 0104 7666 415 ouvert au nom de WANG XIAO PING
Un compte lituanien ayant l'IBAN LT73 3120 0238 1044 0637

Les informations juridiques

Le site legislator.com usurpe l'identité de la BCE (Banque Centrale Européenne). Cet organe européen ne fait JAMAIS ce travail !

Nos demandes

Si vous êtes en contact avec des sites de recovery room, c'est qu'une arnaque au placement sur internet a eu lieu dans le passé. Cela peut aller de 10 ans à 1 an !!!

Pour vous aider, nous avons besoin de connaitre :

- Le nom du ou des sites qui vous arnaqué initialement.

Il suffira de nous transférer un mail reçu.

Notre liste noire concerne plus de 4700 sites. Nous vérifierons s'il est connu.

- La date de versement des fonds et les montants pour que nous puissions vérifier un certain nombre de points juridiques.
- La copie de la plainte si vous en avez déposé une

Le tout est à envoyer à l'adresse mail placement@adcfrance.fr

Conclusion

Vous avez déjà versé des fonds que vous n'arrivez pas à récupérer ?

Si vous avez effectué un investissement qui se révèle être une arnaque, vous pouvez nous contacter à https://adcfrance.fr/contactez-nous/. Il faudra simplement nous transférer tous les mails reçus y compris les RIB que vous avez utilisés pour faire les règlements.

Vous trouverez dans le lien ci-dessous des informations sur notre travail :

https://adcfrance.fr/les-conseils/arnaque-aux-sites-dedies-a-l-epargne-les-premieres-informations-de-l-adc-france/

Vous pouvez devenir des consommateurs actifs ! L'article publié ci-dessous peut vous permettre de récupérer un peu des fonds perdus mais vous pourrez aussi, si cela vous plait, jouer avec les escrocs ! Le must ? Ils ne peuvent pas savoir la situation !

https://adcfrance.fr/epargne/arnaqueurs-franco-israeliens-bulgares-les-actions-des-consommateurs/

L'association fera le maximum pour vous aider. Il vous sera simplement demandé une adhésion à 50 € incluant l'abonnement à notre revue trimestrielle ainsi qu'une participation de 50 € aux frais de l'action soit un total de 100 €. Vous trouverez deux numéros dans les liens ci-dessous :

Les conseils pratiques pour la gestion d'un litige

Le numéro 152 de la revue Antipac

L'apparition de l'ADC France :

La revue Antipac n° 149

Vous pouvez la réaliser avec le lien sécurisé ci-dessous :

https://adcfrance.fr/adhesions-readhesions-adc-france/

Vous pouvez aussi nous l'adresser par chèque à l'ordre de l'ADC France 3/5 Rue Guerrier de Dumast, 54000 NANCY

Vous êtes en contact avec le site sans avoir versé de fonds :

Nous publions ci-dessous des conseils pratiques pour détecter les sites frauduleux. Avant d'investir, faites les vérifications utiles. Cela va vous éviter des soucis importants. L'article publié fait 5 pages. Pour ne pas trop alourdir cette page, nous vous communiquons le lien :

https://adcfrance.fr/epargne/investir-avec-internet-les-conseils-utiles-de-ladc-france/

Vous pouvez nous transférer les mails reçus à https://adcfrance.fr/contactez-nous/

ATTENTION !

Si vous avez versé des fonds, vous devez impérativement déposer une plainte à la gendarmerie ou à la police dont vous dépendez. Il faut, si c'est le cas, préciser les documents personnels que vous avez pu donner aux escrocs.

Si vous avez envoyé un justificatif d'identité et / ou un justificatif de domicile sans avoir versé de fonds, vous DEVEZ FAIRE UNE MAIN COURANTE à la police ou la gendarmerie dont vous

dépendez.

Vos coordonnées sont entre les mains d'escrocs. Ils peuvent les utiliser soit pour tenter de vous arnaquer avec un autre produit soit en les revendant à d'autres escrocs comme les brouteurs du Bénin par exemple. Si cela se produit, vous pouvez nous transférer les mails reçus à https://adcfrance.fr/contactez-nous/

Nous tenons à préciser que toutes les recherches ont été sauvegardées sur un disque dur externe en PDF.

Par ailleurs, s'agissant de données publiques, nous ne retirerons aucune information sauf erreur matérielle. Cette demande devra être faite exclusivement par courrier recommandé avec AR. Aucune suite ne sera donnée pour toute demande faite par mail ou par téléphone.